

Demande de renseignements généraux

ÉTUDE DES CRÉDITS

2022-2023

CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

TABLE DES MATIÈRES

Fonctionnement de la Commission parlementaire **A**

Réponses à la demande de renseignements généraux **B**

Table des matières – Questions non répondues à la demande de renseignements généraux **C**

Réponses à la demande de renseignements particuliers – Opposition officielle **D**

Réponses à la demande de renseignements particuliers de la 2^e Opposition **E**

Réponses à la demande de renseignements particuliers de la 3^e Opposition **F**

Collaborations des ministères et organismes **G**

A- Fonctionnement de la Commission parlementaire

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES PORTANT SUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS DU MINISTÈRE DES FINANCES

1. DURÉE : 7.25 heures

2. HORAIRE ET LIEUX

Mardi, le 3 mai 2022

De 10 h 00 à 12 h 30 (2.5 h) – Salle Louis-Joseph-Papineau

- **VOLET CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

De 15 h 30 à 16 h 15 (0.75 h) – Salle Louis-Joseph-Papineau

- **VOLET REVENU QUÉBEC**

De 16 h 30 à 17 h 15 (0.75 h) – Salle Louis-Joseph-Papineau

- **VOLET SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC**

De 17 h 30 à 18 h 15 (0.75 h) – Salle Louis-Joseph-Papineau

- **VOLET LOTO-QUÉBEC**

De 18 h 30 à 19 h 15 (0.75 h) – Salle Louis-Joseph-Papineau

- **VOLET SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS**

Mercredi, le 4 mai 2022

De 11 h 15 à 13 h 00 (1.75 h) – Salle Marie-Claire-Kirkland

- **VOLET FINANCES, AUTORITÉS DES MARCHÉS FINANCIERS ET RETRAITE QUÉBEC**

3. MEMBRES DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Coalition avenir Québec	Parti libéral du Québec	Québec Solidaire	Parti québécois
Asselin, Mario	Arcand, Pierre	Ghazal, Ruba	Ouellet, Martin
Chassin, Youri	Barrette, Gaétan		
Émond, Jean-Bernard	Leitão, Carlos J.		
Foster, Émilie	Melançon, Isabelle		
Reid, Claude			
Simard, Jean-François			
Skeete, Christopher			

B- Renseignements généraux

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

- 1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :**
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour.
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
 - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;
 - l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

- 2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :**
 - a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

- 3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022; et les prévisions pour 2022-2023;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

- 4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**

Par le cabinet ministériel :

 - a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
 - d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) Si l'événement s'est tenu virtuellement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

- 9. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.
- 10. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
- 11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
 - c) les coûts d'acquisition des appareils;
 - d) le coût d'utilisation des appareils;
 - e) le coût des contrats téléphoniques;
 - f) les noms des fournisseurs;
 - g) le nombre de minutes utilisées;
 - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- m) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- n) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- q) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

13. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :**
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
 - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail concernant une nouvelle adresse;
 - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- 15. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :**
- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
- 16. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 17. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :**
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 18. Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

- 19. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - les prévisions pour 2022-2023.
- 20. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions pour 2022-2023.
- 21. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - par catégorie d'âge;
 - prévisions pour 2022-2023.
- 22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**
- le nom de la personne;
 - le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 23. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :**
- le coût de chacun;
 - le fournisseur;
 - la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.**
- 24. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événement et de conférence organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**
- 25. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**
- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - les noms de domaines réservés;
 - les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

- 26. Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :**
- a) les régions et villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 27. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :**
- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
- 28. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**
- 29. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.**
- 30. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.**
- 31. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.**
- 32. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**
- 33. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.**
- 34. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**
- 35. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**
- 36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

- 37. Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
- 38. Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**
- 39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**
- 40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):**
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
- 41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**
- 42. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**
- 43. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:**
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
- 44. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :**
- a) la date;
 - b) la nature;
 - c) les questions posées;
 - d) les réponses;
 - e) la firme retenue;
 - f) les coûts.
- 45. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :**
- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
- 46. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.**

- 47. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :**
- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022.
 - b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
- 48. Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.**
- 49. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.**
- 50. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.**
- 51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :**
- a) nombre d'employé au total en ayant bénéficié;
 - b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022;
 - c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
- 52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**
- 53. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.**
- 54. Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :**
- a) les sommes dépensées;
 - b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
 - c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
- 55. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :**
- a) le total des sommes dépensées;
 - b) le nom des fournisseurs retenus;
 - c) la liste des contrats.
- 56. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organismes ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.**
- 57. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
- 58. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 :**
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

- 59. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**
- 60. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :**
- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
- 61. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.**
- 62. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.**
- 63. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.**

- Q-001 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;**
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;**
 - c) les personnes rencontrées;**
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);**
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;**
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;**
 - les détails de ces ententes;**
 - les résultats obtenus à ce jour;**
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;**
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;**
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;**
 - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;**
 - l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.**

Aucun voyage hors Québec.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) au lien suivant: [Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information \(gouv.qc.ca\)](#) En ce qui concerne la sous-question l), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 46.

- Q-002 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :**
- a) les raisons du déplacement;**
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
 - c) les coûts ventilés;**
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Aucun voyage fait en avion ou en hélicoptère.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**) au lien suivant : [Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information \(gouv.qc.ca\)](#)

- Q-003** Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les renseignements diffusés sur une base trimestrielle sur le site Web du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**) au lien suivant :

http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-004 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement	But visé	Coûts (en \$)	Fournisseur
1. Conférence de presse	Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2021 (2021-11-25)	5 779	Centre des congrès de Québec (salles et audiovisuel)
		232	Capital HRS (café)
		1 095 ⁽¹⁾	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (support technique)
2. Huis clos budgétaire et conférence de presse	Huis clos budgétaire entourant le dépôt du budget 2022-2023 du gouvernement du Québec (2022-03-22)	90 583	Centre des congrès de Québec (salles et audiovisuel)
		26 612	Capital HRS (boîtes à lunch et café)
		292	Graphica (affiches signalisation)

(1) Le montant est une estimation basée sur le devis. La facture n'a toujours pas été reçue à ce jour.

- Q-005** La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

Aucune somme n'a été dépensée en 2021-2022 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme

FORMATIONS DE COMMUNICATION DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE

Fournisseur	But	Nombre de participants	Dépenses 2021-2022
COMMUNICATION ÉCRITE - FRANÇAIS			
Acti-Com	Améliorer les compétences en matière d'écriture stratégique en français	13	1 665 \$
Accent Formation	Améliorer les compétences en matière de rédaction de procédures efficaces	2	790 \$
Accent Formation	Améliorer les compétences en matière de rédaction de rapports et de notes stratégiques	1	585 \$
COMMUNICATION ORALE – FRANÇAIS			
AFI Formation	Améliorez le contenu des présentations et la qualité des animations	1	450 \$
Ordre des administrateurs agréés (AdmA)	Communiquer avec assurance et maîtriser l'art de la présentation	1	65 \$
COMMUNICATION ORALE – ANGLAIS			
Académie du Savoir	Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours de groupe	15	15 823 \$
Académie du Savoir	Améliorer la communication en langue anglaise – Cours privé	4	3 230 \$
Halina Bukowiecki	Améliorer la communication en langue anglaise – Cours privé	2	230 \$
TOTAL		39	22 838 \$

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22 et 23)* au lien suivant : [Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information \(gouv.qc.ca\)](#)

Q-006 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2022 (en \$)
Académie du savoir	Services de formation	24 000	12 365
C2 Innovations inc.	Services informatiques	23 760	23 760
CopieXpress	Services d'impression	20 000	2 482
Cyberdefence AI	Services informatiques	19 323	19 323
Denis Dion	Services de rédaction	12 000	11 610
Esmia Consultants	Services-conseils en modèle économétrique	22 000	0
Insum	Services informatiques	22 000	0
Isabelle Turgeon	Services de révision linguistique	15 000	0
Halina Bukowiecki	Services de formation	6 000	0
Lyne Dussault	Services-conseils en fiscalité	10 000	0
Mallette S.E.N.C.R.L.	Services de vérification	22 451	15 000
Mélissa Turgeon	Services de révision linguistique	15 000	0
Ordre des comptables professionnels agréés	Services de formation	24 000	0
Pagui inc.	Services informatiques	24 000	100
Pikur inc.	Services de production vidéo	24 000	4 190
Système de sécurité Hitachi	Services informatiques	7 000	7 000
SOM	Services de sondage	21 500	21 500
Toumoro	Services informatiques	24 000	1 710
Terranova Worldwide	Services de formation	11 000	11 000

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

- Q-007** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;**
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

- Q-008 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :**
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
 - e) une description de son mandat;**
 - f) la date de début de son contrat;**
 - g) la date prévue de fin de son contrat;**
 - h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



- Q-009** Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.

Les sous-questions c, e), g), h), j) et k) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Pour les sous-questions a, b), d), f), i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord>.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée étant donné que le projet initié en 2021-2022 a été réalisé uniquement par des ressources internes.

Q-010 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en \$)
Photocopies	91 830
Mobilier de bureau et ameublement	14 472
Décoration et embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de transport	17 612
Frais d'hébergement	86 872
Frais de repas	16 753
Retraités et 25 ans de service	—
Budget Assemblée Nationale	567
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ⁽¹⁾	
au Québec	168 157
à l'extérieur du Québec ⁽²⁾	4 515
	172 672

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

(2) Le lieu des formations est à l'extérieur du Québec, mais elles sont en webdiffusion.

Les coûts liés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-011 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

DÉPENSES RELIÉES À LA TÉLÉPHONIE

Objet	Montant au 28 février 2022
Coût des frais d'itinérance et de dépassement des forfaits de données	25 \$
Coûts de résiliation	168 \$

Les sous-questions a), b), g) et k) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Pour les sous-questions c) d) e) f), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)* au lien suivant : [Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information \(gouv.qc.ca\)](#)

Q-012 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-012 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

n) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-012 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste n'a été aboli au net pour l'ensemble du ministère et par région, sans distinction par corps d'emploi

q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Nous n'avons aucun poste de vacant ni d'ETC non comblé pour l'ensemble du ministère et par région

Q-013 Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

11 remplacements pour 16 départs à la retraite.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Le Ministère a octroyé trois contrats à des personnes retraitées pour une durée temporaire.

- Q-014 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :**
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
 - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
 - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

À compter du 1^{er} décembre 2019, des travaux de réfection majeurs ont été entrepris au 12, rue Saint-Louis à Québec par la SQI pour une période d'environ quatre ans. Les occupants de cet édifice ont été relocalisés au 390, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3H4.

**ÉDIFICE 390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4**

Superficie louée	5 614 m ²
Coût annuel de location	3 427 756 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} décembre 2019
Propriétaire de l'espace loué	Groupe Mach inc.
Coûts d'aménagement	0 \$

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Québec (Québec) G1R 5A1**

Superficie louée	5 283 m ²
Coût annuel de location	1 145 741 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	28 733 \$

**ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook
Québec (Québec) G1R 4J3**

Superficie louée	6 147 m ²
Coût annuel de location	1 498 533 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	10 035 \$



- Q-014** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
 - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
 - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

**CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Superficie louée	819 m ²
Coût annuel de location	339 418 \$
Durée du bail	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué	Allied Properties
Coûts d'aménagement	875 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)* au lien suivant : [Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information \(gouv.qc.ca\)](#)

- Q-015 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :**
- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
 - b) la valeur estimée de ceux-ci;**
 - c) les coûts d'entretien annuel;**
 - d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures : La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures : Le ministère des Finances ne dispose d'aucun espace excédentaire.

- Q-016 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;**
 - b) les coûts;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Veillez référer à la réponse de la question 14 des Renseignements généraux.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.*

- Q-017** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – ERIC GIRARD

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Beaudry-Campeau	Fanny	Conseillère politique	Montréal
Brisson-Morin	Marjorie	Attachée politique	Québec
Charest	Véronik	Attachée politique	Montréal ⁽¹⁾
Fortin	Vickie	Directrice adjointe de cabinet	Québec
Fournier	Jean-Philippe	Conseiller politique	Montréal
Garcia	Rodrigo-Alejandro	Conseiller politique	Montréal
Godin	Andrée	Attachée politique	Sainte-Thérèse
Gougeon	Philippe	Directeur de cabinet	Montréal
Lacaille	Marie-Claude	Conseillère politique	Montréal
Morin	Patrick	Attaché politique	Sainte-Thérèse
Pearson	Claudine	Attachée politique	Montréal
Pelletier-Dubé	Louis-Alexis	Conseiller politique	Québec ⁽¹⁾
Samson	Valérie	Attachée politique	Québec

(1) Ces employés n'étaient plus à l'emploi du cabinet au 28 février 2022.

Période	Masse salariale autorisée ⁽²⁾
Du 20 août 2020 au 30 septembre 2021	929 000 \$ (Décision du Conseil du trésor datée du 29 septembre 2020)
À partir du 1 ^{er} octobre 2021	939 000 \$ (Décision du Conseil du trésor datée du 7 décembre 2021)

(2) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

- Q-018 Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26) au lien suivant : [Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information \(gouv.qc.ca\)](#)

- Q-019** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2022-2023.

Aucune personne hors structure n'est rémunérée par le ministère.

- Q-020** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- Q-021** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-022 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- a) Le nom de la personne : Stéphane Mercier
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Administrateur d'État II au Secrétariat aux emplois supérieurs
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 197 303 \$
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2018-04-03
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Aucune

- a) Le nom de la personne : Catherine Hallé
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Analyste en informatique – Ministère de la Santé et des Services sociaux
- c) Classe d'emploi : Analyste en informatique (108-00)
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2020-05-25
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2021-09-09

- a) Le nom de la personne : Judith Martel
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Conseillère en gestion des ressources humaines – Ministère de la Santé et des Services sociaux
- c) Classe d'emploi : Conseillère en gestion des ressources humaines (100-00)
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2021-01-18
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2021-07-30

- a) Le nom de la personne : Marie-Ève Dionne
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Aide de service – Hôpital Saint-Sacrement
- c) Classe d'emploi : Agente de secrétariat (221-20)
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2022-01-26 (2 journées par semaine et une fin de semaine sur 2)
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2022-02-23

- a) Le nom de la personne : Francine Breton
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Aide de service – CHSLD Charlesbourg
- c) Classe d'emploi : Analyste en informatique (108-00)
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 2022-01-26 (2 journées par semaine et une fin de semaine sur 2)
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2022-02-25

Q-023 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en \$ CAD)
1	Boostalab	Boostalab pro	199
1	Carswell, une division de Thomson Reuters	Taxnet pro Qué & fed consumption tax library	3 177
1	Cision Ltd.	Eureka.CC	8 700
1	Communication Arts	Communication Arts	85
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	956
1	Consensus Economics inc.	Consensus forecasts	4 883
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 154
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	4 758
1	Courrier international	Courrier international	81
8	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada (01861612)	1 560
4	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia (51711612)	820
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide des missions professionnelles (GMP) Knotia - 50061612	395
13	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada- Comptabilité pour le secteur public (04201612)	1 690
1	De Marque Inc.	Petit Robert en ligne (Le)	65
1 ¹	Devoir inc. (Le)	Devoir (Le)	543
1	Échos (Les)	Échos (Les)	372
4 ²	Economist (The)	Economist (The)	1 168
1	Éditions Juridiques FD inc. (Les)	Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières]	138
1	Éditions Larivière	Micro Pratique	78
6	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	552
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	93
3	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	276

¹ Abonnement pour 2 ans.

² 1 des abonnements pour 3 ans.

Q-023 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- le coût de chacun;
- le fournisseur;
- la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en \$ CAD)
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	295
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	93
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Sociétés par actions au Québec	775
1 ³	Euromoney Institutional Investor PLC group	Global Capital	33 733
4	Financial Times Ltd	Financial Times.com	2 399
1	Fondation canadienne de fiscalité	Taxfind online	1 008
1 ⁴	Gaudet Éditeur Itée	Infobases Lois et règlement du Canada	1 940
1 ⁵	Gaudet Éditeur Itée	Infobases lois et règlements du Québec	8 770
2	Globe and Mail (The)	Globe and Mail (élec)	358
1	Hautes études commerciales - HEC Montréal	Revue Gestion	27
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles - VAT	1 462
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe (online)	1 598
1	Messageries Dynamiques	Journal de Québec (Le)	258
2	New York Times Digital	New York Times	579
1	Portail de l'assurance	Portail de l'assurance - Niveau Pro	100
1	Publications du Québec	Tableau des modifications et Index sommaire	70
1	Rosenberg Research and Associates	Rosenberg Research - Basic subscription	1 597
1	Société Editrice du Monde	Monde (Le)	144
1	Soleil (Le)	Soleil (Le)	140
1 ⁶	SOQUIJ	Express Travail (L')	710
1	Statistique Canada	Le service des abonnements de l'Enquête sur la population active (71C0001) - Données sur heures travaillées	488
2 ⁷	SurveyMonkey	SurveyMonkey	2 400

³ Abonnement pour 3 ans.

⁴ Abonnement pour un maximum de 3 utilisateurs simultanés.

⁵ Abonnement pour un maximum de 8 utilisateurs simultanés.

⁶ Abonnement pour un maximum de 4 utilisateurs.

⁷ Dont 1 abonnement pour 3 utilisateurs.

- Q-023** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en \$ CAD)
1	Thomson Reuters	Banking & finance Law Review	552
1	Thomson Reuters	Loi sur la fiscalité municipale annotée	47
1	Université Laval	Cahiers de droit (Les)	163
1	Université Laval	Revue assurances et gestion des risques	157
1 ⁸	Western Climate Initiative Inc.	CaliforniaCarbon.info	6 194

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

⁸ Abonnement pour 5 utilisateurs.

Q-024 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

- Q-025 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**
- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - les noms de domaines réservés;
 - les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES

(www.finances.gouv.qc.ca)

Inclut aussi les sites

(www.budget.finances.gouv.qc.ca et www.groupes.finances.gouv.qc.ca)

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**
2000-2001
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

- c) Coûts de construction du site**
2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2021-2022
Hébergement de trois sites Internet incluant la gestion du nom de domaine	1 350 \$
Service infonuagique permettant de gérer les pointes d'accès des internautes (entre autres lors du dépôt du budget)	7 741 \$
Total	9 091 \$

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**
2006 – Réalisation à l'interne. Aucune refonte depuis 2006.

- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) Responsable du contenu du site**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Noms de domaines réservés**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**
132 \$ par année.

- Q-025** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site;
 - i) les noms de domaines réservés;
 - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT
DES INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)**

www.sofil.gouv.qc.ca

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**
2007 – Réalisation à l'interne.

- c) Coûts de construction du site**
Aucun.

- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2021-2022
Hébergement du site Internet incluant la gestion du nom de domaine	543 \$
Total	543 \$

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**
Aucun.

- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) Responsable du contenu du site**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Noms de domaines réservés**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**
132 \$ par année.

- Q-025** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - les noms de domaines réservés;
 - les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

(www.epq.gouv.qc.ca)

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**
IBM.

- c) Coûts de construction du site**
Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 \$ selon les informations disponibles.

- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2021-2022
Gestion du contenu réalisé à l'externe (main-d'œuvre seulement)	12 500 \$
Licences	2 533 \$
Hébergement	3 220 \$
Gestion technologique du site (main-d'œuvre seulement)	2 400 \$
Sécurité (main-d'œuvre seulement)	S. O.
Total	20 653 \$

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**

Le site a été modernisé de façon un peu plus importante en 2018-2019 afin de mieux supporter les appareils mobiles de plus en plus utilisés par nos clients (site adaptatif). Le coût de la modernisation a été de 45 917 \$.

- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) Responsable du contenu du site**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Noms de domaines réservés**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**

132 \$ par année.

- Q-026** Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.

- Q-027** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :
- a) le détail des mandats;
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
 - f) l'objet;
 - g) les dates.

Il n'y a pas d'adjoint parlementaire en 2021-2022.

Q-028 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-029 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-030 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

Q-031 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-032 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2021-2022

(en milliers de dollars)

	2021-2022
Gouvernement fédéral – Fonds pour le développement des collectivités du Canada ⁽¹⁾	1 014 076

(1) Anciennement nommé le Fonds de la taxe sur l'essence.

Note : L'allocation prévue en 2021-2022 tient compte d'un versement de 495 770 253 \$ lié à une bonification ponctuelle du Fonds pour le développement des collectivités du Canada (annonce du budget fédéral de 2021).

INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2021-2022 – PART FÉDÉRALE

(en milliers de dollars)

	2021-2022^E
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	582 287
Infrastructures de transport en commun	182 726
TOTAL	765 012

E : Estimé.

Note : Pour 2021-2022, les investissements estimés seront inférieurs aux sommes reçues du Fonds pour le développement des collectivités du Canada. Cette situation est notamment attribuable au fait que la bonification ponctuelle reçue du gouvernement fédéral est disponible pour des investissements municipaux sur la période allant de 2021-2022 à 2023-2024. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

REVENUS DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

(en milliers de dollars)

	2021-2022^E
Composante québécoise du droit d'accise sur la vente de cannabis	83 537

E : Estimé.

AFFECTATION DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

(en milliers de dollars)

	2021-2022^E
Fonds de lutte contre les dépendances	83 537

E : Estimé.

Q-033 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

En 2021-2022, aucun boni n'a été accordé.

Q-034 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Q-035 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Pour l'exercice financier 2021-2022, un montant total de 26 968 \$ a été versé pour l'ensemble du Ministère. Les indemnités de départ du personnel de cabinet sont incluses dans ce montant.

Q-036 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- Q-037** Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-038 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-039 Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-040 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital)

Extrait de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles 2021-2022

	Total (k\$)
Dépenses	11 843,2
Investissements	826,2
Total	12 669,4
Rémunération	6 474,6
Ressources externes	3 287,8
Impartition auprès d'un autre organisme public	1 028,5
Impartition externe	1 341,0
Acquisition	534,5
Location	3,0
Réserve	-
Total	12 669,4

b) Grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

c) Nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la cybersécurité et du numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la cybersécurité et du numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-041 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-042 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- Q-043** Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Dépense totale en 2021-2022

31 609 \$

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels

Association des archivistes du Québec

Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée

Barreau du Québec

CFA Institute

Chambre des notaires

Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme

Institut d'assurance du Canada

Institut des auditeurs internes

Information Systems Audit and Control Association (ISACA)

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

Professional Risk Managers' International Association

Société des actuaires

- Q-044** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les questions posées;
 - d) Les réponses;
 - e) La firme retenue;
 - f) Les coûts.

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2022 (en \$)
SOM	Services de sondage	21 500	21 500

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

- Q-045 Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :**
- a) **Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**
 - b) **Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2021-2022 – MONTANT PAYÉ AU 28 FÉVRIER 2022

Projet	Médias communautaires		Internet et médias sociaux	
Budget 2021-2022 ⁽¹⁾	0 \$	0 %	38 486 \$	26 %
Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2021	5 690 \$	5 %	47 720 \$	42 %
Outil de calcul retraite	3 306 \$	4,6 %	27 525 \$	38 %
Campagne publicitaire Épargne Placements Québec	15 792 \$	6 %	145 437 \$ ⁽²⁾	31 %

(1) Les montants inscrits ne reflètent pas les montants totaux investis puisque les dépenses publicitaires liées au Budget 2021-2022 chevauchent deux années financières. Le pourcentage des dépenses dans les médias communautaires représentait 5 % pour l'ensemble de la campagne publicitaire du Budget 2021-2022. Les dépenses dans les médias communautaires ont cependant été payées en 2020-2021

(2) Montant au 31 mars 2022.

Q-046 Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le ministère des Finances n'a pas de montant dépensé pour l'achat de crédits carbone pour l'année financière 2021-2022, visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère.

Q-047 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

La réponse aux sous-questions b) et c) sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

La sous-question a) semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-048 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-049 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse de la question 6 des Renseignements généraux.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Q-050 Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

- Q-051** Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
 - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022;**
 - c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-052 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Dépense totale en 2021-2022

56 091 \$

Q-053 Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- Q-054** Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :
- a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Les sommes dépensées :

28 600 \$: consultations externes dans le cadre du PAE
96 \$: deux conférences du comité PAE colline Parlementaire

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

28 600 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-055 Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;**
- b) Le nom des fournisseurs retenus;**
- c) La liste des contrats.**

- a) Le total des sommes dépensées : 32 181 \$¹
- b) Le nom des fournisseurs retenus : les fournisseurs ont été retenus par les propriétaires des édifices.
- c) La liste des contrats : aucun

¹ Pour les immeubles dont la Société québécoise des infrastructures est responsable du contrat d'entretien ménager, la réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

Q-056 Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST au cours de l'année 2021-2022 et aucune mesure à mettre en place.

Q-057 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande.

Trois contrats ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre pour un dépassement de coût, ils ont été diffusés en septembre 2021.

Formulaire 3 - CAP - Liste des contrats publiés au SEAO avec dépenses supplémentaires et/ou information finale

Pour la période du 2021-09-01 au 2021-09-30

No.	Organisme	I/M	Type de contrat	Nature du contrat	Date de conclusion du contrat	Numéro SEAO	Titre	Contractant	Municipalité du contractant	Montant du contrat sans options	OP	Montant dépense(s) supplémentaire(s)	Description dépense(s) supplémentaire(s)	Montant total payé	Date de fin de contrat	Région administrative de livraison
1	Ministère des Finances	I	Avis d'appel d'offres	Services professionnels	2018-08-27	1262672	Elaboration d'un modèle d'optimisation TIMES pour les projections d'émissions de gaz à effet de serre au Québec	ESMIA Consultants	Blainville	115 000,00 \$		85 332,00 \$	Des simulations additionnelles doivent être effectuées pour mener à terme le projet. le 2021-09-07			Capitale Nationale
2	Ministère des Finances	I	Contrat à exécution sur demande	Services professionnels	2017-11-13	1108440	Services-conseils en développement de solutions en technologie de l'information	MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.	Québec	750 000,00 \$	2	408 132,40 \$	Des services supplémentaires ont été requis pour mener à termes les projets. le 2021-09-02	1 658 132,40 \$	2021-09-13	Capitale Nationale
3	Ministère des Finances	I	Avis d'appel d'offres	Services professionnels	2018-12-12	1024403	Développement de solutions en intelligence d'affaires	Adnia Conseils Inc.	Québec	175 000,00 \$		100 000,00 \$	Des services supplémentaires ont été requis pour mener à termes les projets. le 2021-02-19			Capitale Nationale

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

- Q-058** Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022:
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

Q-059 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

- En 2021-2022, le ministère des Finances (MFQ) a piloté cinq (5) comités interministériels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du MFQ, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité	<p>Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.</p> <p>Un suivi du crédit d'impôt pour solidarité a été apporté dans le cadre de différents dossiers, dont notamment l'examen de la compensation effectuée auprès des assistés sociaux durant la période d'urgence sanitaire et l'établissement de l'admissibilité du montant exceptionnel pour le coût de la vie.</p>	<p>MFQ, ARQ</p> <p>MFQ représenté par M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers et M. Luc Bilodeau, directeur de la Direction des impôts.</p>	MFQ
2) Comité de travail sur l'aide au maintien à domicile des aînés	<p>Ce comité a été créé afin d'examiner l'efficacité des mesures mises en place par le gouvernement du Québec à l'égard du maintien à domicile des aînés.</p> <p>Les travaux de ce comité ont conduit à la mise en place de plusieurs mesures dans le cadre du budget 2021-2022.</p> <p>Les travaux de ce comité se poursuivront au courant de l'année 2022-2023, notamment pour faire le suivi des mesures déjà annoncées.</p>	<p>MFQ, MSSS, MAMH, SCT, TAL, ARQ</p> <p>MFQ représenté par M^{me} Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique, et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers</p> <p>M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M. Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p>	MFQ
3) Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES	<p>Ce comité a été créé afin de déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.</p> <p>Ce comité est concomitant à celui sur les mesures d'accompagnement pour le secteur industriel, dont le MEI est responsable.</p> <p>Ces comités sont supervisés par un comité directeur qui inclut des représentants des diverses organisations présentes.</p>	<p>MFQ, MERN, MEI, MFFP, SPN, TEQ</p> <p>MFQ représenté par M^{me} Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique</p>	MFQ, MELCC

Q-059 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
4) Comité interministériel pour assurer le suivi des mesures mises en place — la transparence corporative (bénéficiaire ultime)	<p>Le comité de travail a été mis en place afin de faire le suivi des mesures mises en place dans le but de la transparence corporative.</p> <p>Les travaux du comité doivent se poursuivre jusqu'en mars 2023.</p>	<p>MFQ, MTESS, REQ, ARQ</p> <p>MFQ représenté par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones et Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p>	MFQ
5) Sous-comité administratif du comité directeur pour la gestion des sites contaminés sous la responsabilité de l'État	<p>Le principal mandat du sous-comité administratif est de veiller à mettre en place un processus d'amélioration de la transparence vis-à-vis du public par la communication de ce que les sommes investies ont permis d'accomplir et de la progression de la réhabilitation des sites contaminés, notamment de ceux qui présentent des risques élevés.</p>	<p>Piloté par un représentant du Contrôleur des finances</p> <p>Accompagné par au moins un représentant du Secrétariat du Conseil du trésor</p> <p>Autres ministères et organismes consultés : MELCC, MERN, MEI, MEQ (et le CSSDM), MES, MSSS, MTQ et SQI</p>	MFQ

Q-060 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

a) Le nombre de stagiaires reçus

En 2021-2022, le ministère des Finances a reçu 38 stagiaires.

b) Les heures de stages effectués

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) La rémunération totale déboursée

La rémunération totale déboursée pour les stagiaires en 2021-2022 s'élève à 272 999 \$.

Q-061 Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-062 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-063 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le ministère des Finances n'a pas perçu d'amendes pour l'année financière 2021-2022.

C- Table des matières -
Questions non
répondues

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	<p>Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. <p>Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.</p>	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction. 	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-12	<p>Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. 	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PQ-17c	<p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées. 	Répondue par la réponse à la question 13a

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PLQ-21 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PLQ-27 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PLQ-28 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR9	PLQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question 23
NR10	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR11	PLQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question 48
NR12	PLQ-121	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question 21

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR13	PLQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	PLQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR15	PLQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR16	PLQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	PQ-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR18	QS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 121
NR19	QS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR20	QS-9	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 54

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR21	QS-12	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 14
NR22	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PLQ-48 PQ-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR24	PLQ-51 PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PLQ-52 PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-53 PQ-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PLQ-54 PQ-53	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PLQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PLQ-56 PQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30	PLQ-57 PQ-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31	PLQ-58 PQ-57	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR32	PLQ-71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR72	PLQ-120	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR73	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74	PQ-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75	QS-3	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76	QS-4	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77	QS-5	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78	QS-6	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR79	QS-13	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice
NR80	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81	PLQ-62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82	PLQ-64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83	PLQ-65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84	PLQ-69	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85	PLQ-110	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86	PLQ-111	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87	PLQ-112	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR88	PLQ-113	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR89	PLQ-130	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90	PLQ-132	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91	PLQ-133	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PQ-58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR3	PLQ-12	<p>Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. 	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 13a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PLQ-21 PQ-19	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. 	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PLQ-27 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PLQ-28 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i